

[*Français*]

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR L'ÉQUITÉ DU BUDGET

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Monsieur le Président, le budget a attiré l'appui du ministre des Finances du Québec, mais malgré cette entente péquistes-conservateurs, le budget va coûter 40,000 emplois au Québec l'an prochain et, d'ici la fin de la décennie, le Québec sera obligé d'augmenter ses taxes de 630 millions, ou de couper les services sociaux et les services de santé et d'éducation par la même entente grâce au budget du ministre des Finances et à la réduction de la péréquation . . .

M. le Président: Y a-t-il une question?

M. Cassidy: Le ministre peut-il dire de quelle façon le budget est équitable pour les gens ordinaires du Québec vu cet impact sur l'emploi et les services et les taxes?

[*Traduction*]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, si quelqu'un est au courant de ce qui se passe dans la province de Québec, c'est bien le ministre des Finances de cette province. Il n'approuve pas tout ce que contient le budget, mais il a bien dit que celui-ci s'orientait dans la bonne direction, qu'il s'attaquait aux problèmes et qu'il apportait les mesures qui, de l'avis des gens de cette province, régleront le double problème du chômage élevé, qui nécessite la création d'emplois, et du contrôle du déficit. Le nombre de quelque 40,000 emplois perdus qu'avance le député est absolument sans fondement.

[*Français*]

L'AIDE FINANCIÈRE AU QUÉBEC—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, je rappelle au ministre des Finances que le taux de chômage au Québec excède encore 12 p. 100 et je rappelle aussi le fait que le gouvernement, pendant la campagne électorale, a promis des subventions aux chantiers maritimes du Québec et du reste du pays. Pourquoi le gouvernement a-t-il retiré son appui aux chantiers maritimes malgré ses promesses faites au cours de la campagne électorale, et pourquoi a-t-il retiré de l'aide financière aux gens du Québec, malgré ses promesses d'aider l'industrie dans les régions défavorisées du Québec? Est-ce équitable pour les chômeurs du Québec?

M. Lapierre: Pas le ministre du Québec!

Une voix: Le nouveau ministre du Québec!

[*Traduction*]

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, si on veut bien me donner une chance de parler en tant que ministre du gouvernement du Canada . . .

Questions orales

M. Deans: Au nom du gouvernement des États-Unis.

M. Stevens: . . . j'aimerais rassurer le député. Il se trompe quand il dit que l'aide à la construction navale et le programme de subventions ont été réduits. Ils vont en fait se poursuivre pendant encore sept ans.

* * *

LES FINANCES

L'AUGMENTATION DES FRAIS D'EMPRUNT

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il n'est pas sans savoir que les taux d'intérêt ont baissé d'environ 3 p. 100 depuis les élections et que cette année le gouvernement va emprunter à peu près quatre milliards de dollars de plus que l'an dernier. Je me demande s'il pourrait expliquer à la Chambre pourquoi son affectation aux paiements d'intérêt cette année est de 3.6 milliards supérieure à celle de l'an dernier, alors que les taux d'intérêt sont moins élevés et qu'il compte réduire les emprunts publics?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Comme nous empruntons chaque année pour combler le déficit, monsieur le Président, ces emprunts s'ajoutent à notre dette sans cesse croissante sur laquelle nous devons payer des intérêts. Sauf erreur, le service de la dette coûte trois milliards de plus et les intérêts à 10 p. 100 sur des emprunts de 30 milliards s'élèvent à environ trois milliards. C'est une sorte de cercle vicieux et, si nous ne réduisons pas le déficit, nous serons endettés à tout jamais.

* * *

L'ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE

LA RÉDUCTION DU FINANCEMENT

M. Len Hopkins (Renfrew-Nipissing-Pembroke): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. En août dernier, il a envoyé un télex à mon adversaire conservateur pour lui dire qu'un gouvernement conservateur non seulement maintiendrait les laboratoires nucléaires de Chalk River en activité, mais qu'il les financerait davantage. Voilà maintenant que le ministre des Finances, non content d'amputer de 100 millions de dollars les fonds de l'AECL destinés à la recherche et au développement, a levé 70 millions de dollars supplémentaires sur les bénéfices non distribués de cette société. Je voudrais que le premier ministre me dise pourquoi il a ainsi dénoncé sa promesse. Pourquoi nous fera-t-il perdre nombre d'emplois sans compter nos savants qui s'expatrieront à l'étranger comme cela s'est déjà produit précédemment dans le cas de l'Avro et de l'Arrow sous un gouvernement conservateur?